

Accord professionnel
PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
DES SALARIÉS NON CADRES
(Isère)
(9 juillet 2009)

(Etendu par arrêté du 4 février 2010,
Journal officiel du 13 février 2010)

AVENANT N° 1 DU 18 SEPTEMBRE 2014

NOR : AGRS1497340M

Entre :

La FDSEA de l'Isère ;

La FDCUMA de l'Isère ;

Le syndicat des entrepreneurs des territoires de l'Isère,

D'une part, et

Le syndicat des ouvriers agricoles FO de l'Isère ;

Le SGA CFDT de l'Isère ;

Le syndicat des ouvriers agricoles CFTC de l'Isère ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de mettre l'accord départemental du 9 juillet 2009 en conformité avec les dispositions de l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013 à l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance et de l'avenant n° 1 du 8 juillet 2014 à l'accord régional du 6 juillet 2009 sur la mise en place d'un régime de prévoyance des salariés non cadres de la production agricole de Rhône-Alpes.

Le présent avenant a également pour objet de revoir les taux de cotisation afin d'équilibrer les comptes de ce régime dans l'objectif d'en pérenniser l'existence.

Article 1^{er}

Champ d'application professionnel et territorial

L'article 1^{er} « Champ d'application professionnel et territorial » de l'accord du 9 juillet 2009 est abrogé et remplacé comme suit :

« Le présent accord détermine les rapports entre employeurs et salariés des exploitations agricoles dont l'activité principale est la polyculture et/ou l'élevage (à l'exclusion de l'aquaculture et de la

conchyliculture), les cultures spécialisées, les entreprises de travaux agricoles, les CUMA ainsi que les établissements de toute nature dirigés par l'exploitant agricole en vue de la transformation, du conditionnement et de la commercialisation des produits agricoles lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, ou structures d'accueil touristique situées sur l'exploitation ou dans les locaux de celle-ci, notamment d'hébergement et de restauration.

Sont concernés tous les travaux effectués dans les établissements, services et coopératives dont le siège, représenté, lorsque cela est le cas, par des bâtiments d'exploitation, est situé sur le territoire du département de l'Isère, même si les terrains de culture s'étendent sur un département limitrophe, et cela où que soient domiciliés les employeurs et les salariés. »

Article 2

Salariés bénéficiaires

L'article 3 « Salariés bénéficiaires » de l'accord est abrogé et remplacé comme suit :

« Les dispositions du présent accord s'appliquent :

- à tout salarié ayant 6 mois d'ancienneté et plus au titre d'un même contrat de travail continu dans l'entreprise, sauf pour la garantie décès (sans condition d'ancienneté) ;
- et relevant du champ d'application du présent accord,

à l'exclusion :

- des cadres et personnels ressortissant à la convention collective du 2 avril 1952 et relevant de la caisse de retraite complémentaire des cadres en application des décisions de l'AGIRC et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- des VRP.

Pour les dispositions du présent accord, la condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert l'ancienneté requise. »

Article 3

Garanties

L'article 4 « Garanties » de l'accord est abrogé et remplacé comme suit :

« Les dispositions du présent accord s'appliquent en complément des dispositions de l'article 5 de l'accord régional du 6 juillet 2009.

Conformément à l'alinéa 2 de l'article 5 de l'accord régional du 6 juillet 2009, les partenaires sociaux, dans la volonté d'améliorer les garanties du socle régional, décident d'adopter et d'adhérer aux deux options offertes par l'annexe I dudit accord, à savoir le maintien du salaire net avec intégration de la mensualisation et l'invalidité toutes origines des catégories 1, 2 et 3.

1. Option maintien du salaire net et intégration de la mensualisation

Les indemnités journalières en cas d'incapacité temporaire intègrent la durée des versements à la charge des employeurs.

Le salarié doit justifier de 6 mois d'ancienneté continue au titre d'un même contrat de travail.

Elles s'ajoutent aux indemnités journalières versées par la MSA. En tout état de cause, le cumul des indemnités perçues au titre de la MSA et du régime de prévoyance ne pourra excéder 100 % du revenu net d'activité.

L'indemnisation sera calculée de telle sorte que, pour chaque journée indemnisée, le salarié perçoive une indemnisation égale à 100 % du salaire net (salaire brut, cotisations salariales à l'exclusion de la cotisation frais de santé) qu'il aurait perçu s'il ne s'était pas trouvé en arrêt de travail, l'indem-

nisation complémentaire étant calculée sous déduction des indemnités journalières légales nettes de CSG et de CRDS.

La durée du versement des prestations est égale à la durée de versement des indemnités journalières légales.

Un délai de franchise fixe de 7 jours est appliqué.

2. Option incapacité permanente toutes origines 1^{re}, 2^e et 3^e catégories

Les salariés justifiant de 6 mois d'ancienneté continue au titre d'un même contrat de travail bénéficient en cas d'invalidité de catégorie 1, 2 ou 3 reconnue par le régime de base de la sécurité sociale, ou en cas d'incapacité permanente professionnelle dont le taux d'incapacité permanente, au sens de l'article L. 434-2 du code de la sécurité sociale, est au moins égal à 66,66 %, d'une rente égale à 30 % du salaire net mensuel de référence. »

Article 4

Cotisations

L'article 7.2 « Taux de cotisations et répartitions » de l'accord est abrogé et remplacé comme suit :

« Les taux du présent accord s'appliquent en complément des dispositions de l'article 3 de l'avenant n° 1 du 8 juillet 2014 à l'accord régional du 6 juillet 2009.

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux de cotisation destiné au financement des garanties optionnelles prévues à l'article 4 est de 1,01 %, tranche A et tranche B.

Les partenaires sociaux ont convenu d'une répartition comme suit :

(En pourcentage.)

	TAUX GLOBAL	EMPLOYEUR	SALARIÉ
Incapacité temporaire :	0,71		
– garantie conventionnelle	0,15		0,15
– mensualisation	0,41	0,41	
– charges sociales	0,15	0,15	
Incapacité permanente	0,30	0,16	0,14
Total	1,01	0,72	0,29

La couverture des prestations incapacité temporaire définies à l'article 4 est assurée par une cotisation fixée à 0,15 % et prise en charge intégralement par les salariés sur leur participation globale.

Les charges sociales dues sur les indemnités journalières complémentaires sont payées à la caisse de la MSA par AGRICA Agri-Prévoyance - ANIPS Groupama et financées par la cotisation assurance des charges sociales. »

Article 5

Suspension du contrat de travail

L'article 7.4 « Suspension du contrat de travail » de l'accord est abrogé et remplacé comme suit :

« Suspension du contrat pour maladie, accident (toutes origines)
ou pour maternité

En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité pris en charge par la MSA et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues en cas de décès et d'incapacité permanente professionnelle sont maintenues sans versement de cotisation pour tout mois complet

civil d'absence. Si l'absence est inférieure à 1 mois, la cotisation est calculée sur le salaire et/ou complément de salaire versé par l'employeur. »

Article 6

Mise en place de la portabilité des droits à prévoyance lourde

Il est ajouté à l'article 7 « Cotisations » de l'accord un article 7.5 « Portabilité » rédigé comme suit :

« Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi.

Pour bénéficier des prestations, le demandeur d'emploi bénéficiant du maintien des garanties doit fournir l'ensemble des justificatifs demandés aux salariés, auxquels s'ajoute le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues. »

Article 7

Entrée en vigueur

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur pour l'ensemble des employeurs et salariés compris dans son champ d'application à compter :

- pour les articles 1^{er}, 2 et 3 : du 1^{er} janvier 2015 ;
- pour les articles 4 et 5 : du 1^{er} janvier 2015 si l'arrêté d'extension est publié au *Journal officiel* avant le 31 décembre 2014, à défaut, le premier jour du trimestre civil qui suit la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension ;
- pour l'article 6 : de l'entrée en vigueur des dispositions légales auxquelles cet article fait référence.

Article 8

Formalités administratives

Le présent accord, dont les parties signataires demandent l'extension, sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs, le 18 septembre 2014.

(Suivent les signatures.)